

De la souveraineté énergétique à l'électrification des industries

Raphaël Schellenberger*

Plus que jamais la souveraineté énergétique française est nécessaire. Depuis 2022, le contexte géopolitique n'a fait que se dégrader. Une réponse à la guerre en Ukraine avait été de se tourner vers les États-Unis d'Amérique pour nos approvisionnements en hydrocarbures et notamment en gaz. La guerre économique mondiale par l'énergie que Donald Trump mène aujourd'hui fait largement baisser le prix du gaz. Face à ce prix particulièrement attractif, nous risquons encore une fois de nous endormir en créant une dépendance à un État qui nous a pourtant fait comprendre que son imprévisibilité devenait structurelle. Nous ne pouvons pas troquer une dépendance à la Russie pour une dépendance aux États-Unis.

En 2022, la notion de souveraineté revenait sur le devant de la scène. On aurait pu penser que le monde se pacifierait et que l'interdépendance mondiale redeviendrait un facteur de paix. La démonstration est faite que cette hypothèse n'est pas viable pour la France et plus largement pour l'Europe. Il nous faut donc — à tout prix — reconquérir notre souveraineté.

La souveraineté n'est pour autant pas un isolationnisme. Cela doit être le juste équilibre nous permettant de toujours préserver notre capacité de décision et d'action. Nous avons en France une vraie expertise pour cela. Si cette préoccupation est récente dans le débat public, elle n'a pour autant jamais quitté certaines branches de ce qu'on peut appeler l'État profond. Il en est ainsi notamment de notre stratégie industrielle en matière de défense. Nous avons une expertise profonde que nous pouvons mobiliser au service de l'énergie et plus largement de l'industrie.

En matière énergétique, la souveraineté — c'est-à-dire une pleine maîtrise de nos dépendances permettant de préserver nos capacités d'action — est tout à fait accessible. Il faut pour cela mobiliser les ressources présentes sur le territoire, investir sur l'intelligence et la compétence, prioriser nos politiques publiques et nos dépenses budgétaires sur les secteurs les plus critiques et réduire les contraintes administratives qui pèsent sur les projets permettant de reconquérir la souveraineté.

Les ressources présentes sur le territoire sont nombreuses. J'appelais, dès le rapport de la commission d'enquête, à ce que nous approfondissions l'équation de la biomasse : inventaire, définition d'un « *merit order* » et action pour agir sur l'augmentation de sa disponibilité. Si l'inventaire s'est précisé et que des projets se poursuivent, la ressource sera toujours limitée. Là où d'autres technologies — notamment par l'électrification — sont disponibles, il faut les prioriser. La biomasse doit être une énergie de dernier recours, vue comme précieuse. Enfin il nous faut agir sur la capacité à accroître sa disponibilité. En ce sens, je suis très inquiet du débat actuel sur l'agriculture. Nous devons en tous points produire plus pour reconquérir notre souveraineté, y compris en matière agricole. Pour cela, face au changement climatique, nous devons accélérer le stockage de l'eau. C'est urgent !

Le deuxième facteur, c'est agir sur la compétence et la science. Nous sommes un grand pays de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens. Mais la désindustrialisation et les discours politiques ont progressivement dégradé l'attractivité de ces filières. Le discours change, mais cela doit

* Député du Haut-Rhin.

aller plus vite. Une nation souveraine, c'est une nation qui maîtrise la connaissance et la met au service de son autonomie stratégique. Nous avons le système électrique à la fois le plus complexe, le plus performant et le plus robuste au monde. C'est grâce à nos scientifiques, nos ingénieurs, nos techniciens et nos ouvriers qui ont conçu, construit et opèrent ce système exceptionnel. Nous devons en être fiers!

Mais toutes les ressources ne sont pas, et ne seront jamais, présentes sur le territoire. C'est notamment le cas de l'uranium. Nous n'en avons plus en France. Est-ce grave? Non. Nous devons simplement nous assurer de préserver la chaîne de valeur. Certes nous sommes dépendants des importations du minerai, mais aujourd'hui, le monde dépend de la France pour son exploitation. Nous sommes en effet un des rares pays au monde à disposer de toute la chaîne de valeur du combustible nucléaire, de sa conversion à son retraitement. C'est de plus une matière qui se stocke bien et qui permet de sécuriser des stocks stratégiques. Le marché mondial se tendra dans les années à venir avec la relance mondiale du nucléaire. Nous devons donc progressivement accroître nos stocks et rapidement relancer un vrai programme de «fermeture du cycle» autour de la technologie des réacteurs à neutrons rapides qui nous permettra, non plus seulement d'être souverains, mais de devenir autonomes!

Ces décisions, nous devons les prendre dans un cadre budgétaire particulièrement contraint qui impose de bien identifier ce qui est le plus sensible. C'est cela, et seulement cela, qui doit bénéficier du rare argent public. Quel risque stratégique si les panneaux solaires ne sont pas produits en France et que la Chine cesse de nous en livrer? Aucun. Il n'y a donc pas de raison de subventionner la construction de *gigafactories* de panneaux solaires. Les règles de marché peuvent s'appliquer. Il serait sûrement bien plus judicieux de flécher le soutien public vers les onduleurs et les technologies de réseaux devenues critiques, dont l'approvisionnement au niveau mondial se tend et qui sont autant de points de vulnérabilité de notre système.

Enfin, pour ce qui relève des enjeux de souveraineté, nous devons nous affranchir de certaines contraintes administratives et réglementaires.

Enjeux de l'électrification des industries

L'électrification est le principal vecteur de notre souveraineté énergétique. Toute notre électricité est produite sur le sol national, avec des outils de production qui s'y trouvent et que nous maîtrisons. Électrifier notre industrie, c'est lui assurer un approvisionnement énergétique souverain.

Ensuite la priorité sur l'industrie est évidente. Un pays qui compte est un pays qui produit. Nous devons produire, extraire des matières premières, les raffiner, les transformer et les manufacturer. L'industrie est au cœur de notre capacité de résilience en préservant notre mode de vie. La quête du confort n'est pas vaine, c'est l'industrie qui la permet. Il faut que nous en maîtrisions toutes les étapes.

Enfin il y a un enjeu devenu très visible sur l'équilibre de notre système électrique : l'adéquation de la production et de la consommation. L'électricité ne se stocke pas. L'optimum économique, et donc le système le plus compétitif, est celui qui produit ce qu'il consomme, ou plutôt, aujourd'hui en France, qui consomme ce qu'il produit.

Or, à force d'avoir concentré nos politiques publiques sur la production d'électricité, celles-ci ont produit des effets. Nous produisons plus d'électricité en France. Mais faute d'attention à la consommation, nous n'en consommons pas plus et notre système se désoptimise. Nous devons donc très vite relancer la consommation d'électricité par l'électrification des usages. Cette consommation doit prioritairement servir à créer de la valeur ajoutée pour le pays, elle doit donc prioritairement être fléchée vers l'industrie.

L'électrification et le trilemme de l'énergie

Ce trilemme est une notion mondiale, qui s'adapte à chaque réalité nationale en fonction de ses ressources, sa maîtrise technologique et ses enjeux environnementaux :

- En France, la sécurité énergétique est assurée par l'électricité. Nous avons le système électrique souverain le plus performant au monde.
- Électrifier c'est améliorer la compétitivité et l'équité par l'accès à un meilleur équilibre offre/demande.
- Enfin, avec notre mix électrique bas carbone, électrifier c'est améliorer l'environnement. C'est lutter contre le réchauffement climatique par la réduction des émissions de CO₂ mondiales.

Ayons de l'ambition. La France a éclairé le monde de sa vision de la dignité des hommes. Si notre système électrique peut, demain, être un exemple de la même façon que nous avons, par le passé, contribué à diffuser les valeurs de la démocratie, alors nous aurons réussi!

BIOGRAPHIE

RAPHAËL SCHELLENBERGER est, depuis 2017, élu député de la 4^e circonscription du Haut-Rhin. Il siège en commission du développement durable et de l'aménagement du territoire. En 2022, il préside la commission d'enquête sur les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France qui a auditionné experts, scientifiques, hauts fonctionnaires, ministres et anciens présidents de la République et formulé des recommandations pour restructurer une filière énergétique industrielle d'avenir. Depuis le 1^{er} janvier 2026, il est nommé parlementaire en mission pour six mois par le Premier ministre Sébastien Lecornu avec pour objet l'identification et la levée des freins à l'électrification des industries.